

Justin enlisé ?

Geneviève Aude Puskas

Number 783, March–April 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/81013ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

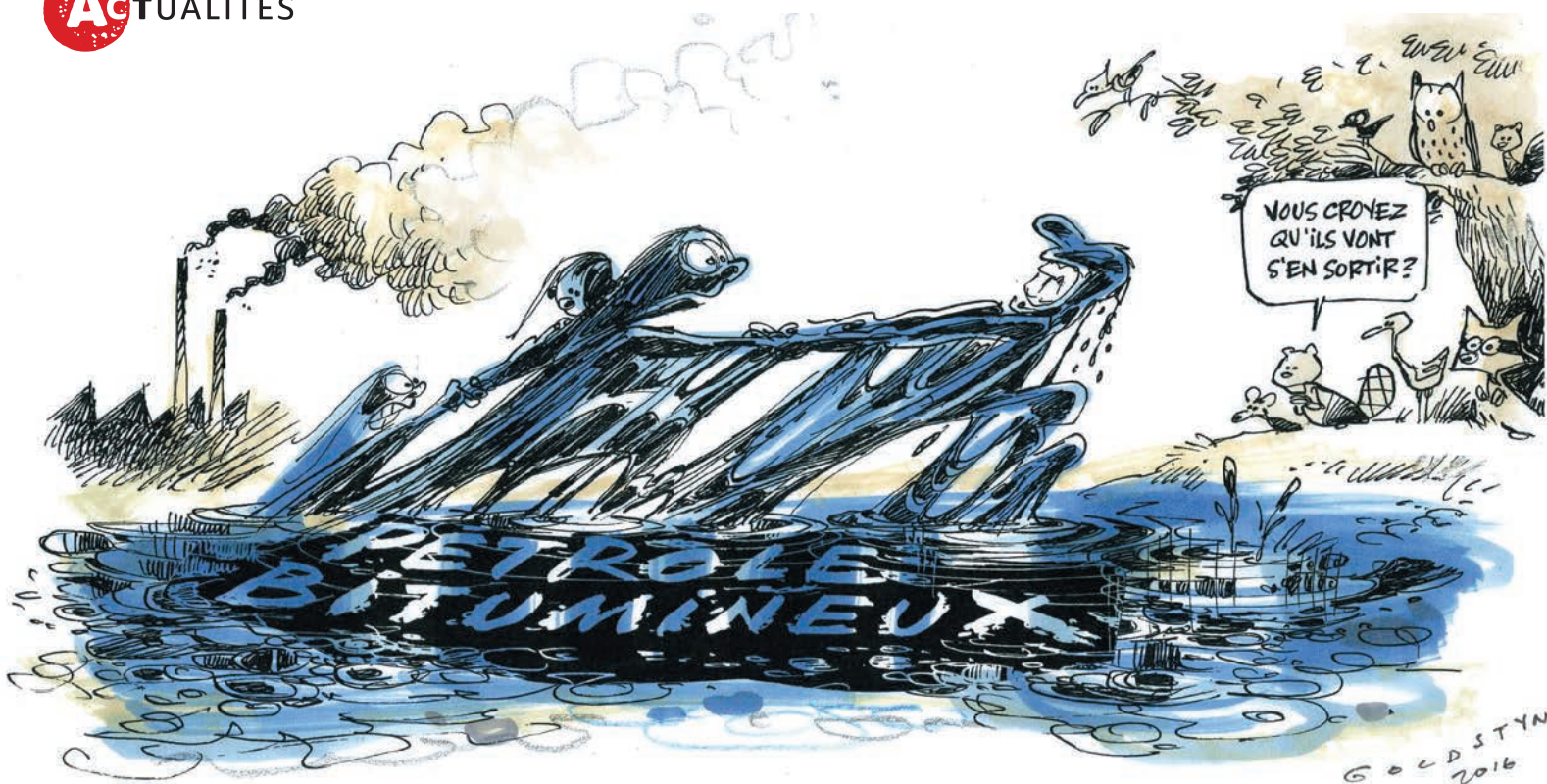
0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Puskas, G. A. (2016). Justin enlisé ? *Relations*, (783), 6–7.



JUSTIN ENLISÉ ?

Si le premier ministre Justin Trudeau tente d'en finir avec la réputation d'État pétrolier que traîne le Canada, il a encore beaucoup à faire pour résoudre l'épineuse question des sables bitumineux.

Geneviève Aude Puskas

L'auteure est agente de recherche et de mobilisation à Équiterre

La délégation canadienne est repartie du Sommet de Paris sur le climat avec un accord prometteur en poche. À l'engagement de rester sous la barre des 1,5°Celsius de réchauffement mondial (les scientifiques conviennent qu'une augmentation moyenne de 2°C serait « désastreuse »), pris par l'ensemble des pays signataires, s'est ajoutée l'annonce faite par le Canada de consacrer 2,65 milliards de dollars en cinq ans pour aider les pays en développement à combattre les changements climatiques.

La liste des promesses est longue : établir la cible canadienne de réduction des gaz à effet de serre (GES), sabrer dans les subventions aux producteurs d'énergies

fossiles, réviser le processus d'évaluation environnementale des projets énergétiques et assurer la consultation et le consentement des populations autochtones. Mais de retour au Canada, les choix sont difficiles. Jim Carr, le ministre des Ressources naturelles, a par exemple voulu rassurer l'industrie pétrolière en insistant à plusieurs reprises sur « l'importance de transporter nos ressources vers les marchés » (*Le Devoir*, 19 novembre 2015).

À ce jour, l'évaluation de deux importants projets de pipelines se poursuit, malgré l'opposition populaire. Le projet Trans Mountain de Kinder Morgan, en Colombie-Britannique, traverserait une aire de conservation en banlieue de Vancouver et cinq poursuites judiciaires pèsent déjà sur son sort. Quant à Trans Canada, les clous continuent de s'enfoncer dans le cercueil de son oléoduc Énergie Est depuis la sortie de Denis Coderre et de 82 maires de la Communauté métropolitaine de Montréal pour s'opposer au projet. En tout, plus de 300 municipalités à travers le Québec et sept communautés autochtones s'y opposent.

En janvier dernier, le gouvernement canadien a établi un nouveau processus d'évaluation transitoire pour les projets en cours d'examen. Il prévoit des délais plus longs pour favoriser la participation et accorde une attention particulière à la consultation des Premières Nations, fi-

nancement à la clé. On soumettra aussi les projets à un « test climat ». Le principe ? Additionner les GES liés au pipeline et déterminer si « ça passe ou ça casse ». Les émissions doivent rester en-deçà d'un certain seuil afin de limiter la hausse de la température planétaire à 1,5°C. Le nouveau processus évaluera donc les émissions directes du pipeline (celles liées à la construction) et celles en amont (liées à l'extraction des sables bitumineux). Le ministre des Ressources naturelles ne s'est pas prononcé sur les émissions en aval (raffinage et combustion du pétrole).

Pour l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, c'est trop peu devant l'urgence des changements climatiques. Le grand chef Stewart Philip de l'Union of British Columbia Indian Chiefs a déploré quant à lui que le gouvernement canadien refuse de considérer le « non » comme une réponse.

Pendant ce temps, les compagnies et les gouvernements provinciaux de l'Ouest s'impatientent à l'idée que le pétrole enclavé ne puisse gagner les marchés extérieurs. L'Alberta doit éponger un déficit de 6 milliards de dollars, 100 000 emplois se seraient envolés selon l'Association canadienne des producteurs de pétrole et des dizaines de milliers d'autres postes sont menacés.

Le premier ministre a répété publiquement que c'était « aux Canadiens de déci-

der». En s'en remettant à l'acceptabilité sociale et au « test climat » comme critères de décision, il semble vouloir se déresponsabiliser d'un choix politique qui lui revient. D'autant que c'est lui qui met en place les paramètres de décision. Le test climat sera légitime si les cibles adoptées pour le calcul sont assez ambitieuses. Les négociations avec les provinces ont d'ailleurs commencé pour formuler la cible de réduction du Canada. Le Québec vise -37,5% de GES d'ici 2030, un objectif qui se rapproche de celui de l'Union européenne (-40% par rapport à 1990).

Les données scientifiques sont claires: on ne peut continuer à développer les sables bitumineux si on veut rester sous la barre des 1,5°C. À lui seul, le pipeline Énergie Est augmenterait de 30 à 32 millions de tonnes (Mt) par année les émissions canadiennes de GES, selon l'Institut Pembina (en guise de comparaison, le Québec en entier produit 78 Mt par an).

Il faut sortir de notre dépendance au pétrole. Même la première ministre de l'Alberta, Rachel Notley, s'est engagée à diversifier l'économie albertaine afin de rendre la province plus résiliente. Le choix n'est pas binaire. Il est possible de compter sur une économie prospère dans un environnement sain. ☺

APPEL DES MOUVEMENTS SOCIAUX FSM Montréal, août 2016

En Amérique du Nord, le Québec est une importante zone de résistance au néolibéralisme. Les luttes étudiantes, celles contre l'austérité, contre les oléoducs ou encore pour les droits des peuples autochtones, entre autres, l'attestent, de même que les initiatives qui s'y multiplient pour mettre en place des alternatives au système dominant. Ce dynamisme a motivé le choix d'y tenir le prochain Forum social mondial (FSM), qui aura lieu à Montréal du 9 au 14 août 2016. Près d'une centaine d'organismes et de mouvements sociaux du monde entier ont signé et lancé un appel à la mobilisation. Ils invitent groupes et citoyens à l'appuyer et à participer au FSM, qui constitue une occasion idéale de sensibiliser la population à d'importants enjeux et de renforcer les solidarités. Pour signer l'appel (disponible en quatre langues): <fsm2016.org/appelemobilisation>.

CPE : L'OMBRE DU DÉMANTÈLEMENT

Les compressions imposées au réseau des centres de la petite enfance par le gouvernement Couillard sont purement idéologiques.

Aurélié Lancôt

L'auteure, journaliste et étudiante en droit, a publié *Les libéraux n'aiment pas les femmes* (Lux, 2015)

En novembre dernier, le gouvernement de Philippe Couillard annonçait que le réseau des centres de la petite enfance (CPE) serait l'objet d'une nouvelle série de compressions totalisant 120 millions de dollars. Selon l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPÉ), depuis 2006, 400 millions de

C'était d'ailleurs l'objectif à l'origine de la création du réseau: offrir à toutes les familles québécoises un accès à un service de garde de qualité, à prix abordable et universel. En plus de contribuer à l'éducation des tout-petits, il y avait dans cette politique la défense d'une idée: celle de l'égalité entre les hommes et les femmes. Les CPE allaient aider les familles à atteindre un meilleur niveau de vie, sans que la mère soit incitée à rester à la maison. Ils allaient aussi contribuer à diminuer la pauvreté chez les mères monoparentales.

Le succès des CPE a été instantané: le taux d'activité des femmes a augmenté, la pauvreté chez les mères monoparentales a diminué, et il semble même que le réseau ait contribué à accroître légèrement le taux de natalité. Même les économistes concluent qu'il s'agissait d'un bon investissement pour l'État. Une étude de la Banque TD révèle qu'en tenant compte des bienfaits offerts par les CPE et des revenus imposables supplémentaires



Manifestation à Montréal devant les bureaux du ministère de la Famille pour dénoncer les compressions dans les CPE, le 12 janvier 2016. Photo: CCMM-CSN

dollars ont été retranchés du financement des CPE, dont la moitié au cours des trois dernières années seulement. On fait la vie dure aux CPE et, cette fois, difficile de concevoir comment les services offerts aux enfants pourront être maintenus. Pourquoi un tel acharnement contre une institution qui fonctionne et fait l'envie de tous en Amérique du Nord?

Au cours de la dernière année, Philippe Couillard n'a eu de cesse de répéter combien le réseau des CPE « coûte cher » aux Québécois. Il est vrai que depuis la création du réseau, en 1997, le montant consacré par l'État aux CPE et aux garderies privées subventionnées a été multiplié par 11. Cela s'explique aisément: de plus en plus de parents sollicitent une place en CPE, sachant que ces garderies sont non seulement abordables, mais que leurs enfants y bénéficieront aussi d'un encadrement attentif.

qu'ils permettent de générer, ceux-ci s'autofinancent. Lorsqu'on a annoncé, en novembre dernier, que 120 millions de dollars supplémentaires seraient retranchés du financement des CPE, l'économiste Pierre Fortin s'est pour sa part empressé de souligner qu'il était faux de prétendre, comme l'a fait Philippe Couillard, que les coûts du réseau étaient « hors de contrôle ». La population a augmenté, expliquait-il, il est donc normal que les places en CPE soient davantage sollicitées. Toutefois, le coût de chaque place offerte est contrôlé, et la croissance de la demande va ralentir dans les prochaines années. « On va atteindre un rythme de croisière », concluait-il¹.

Tout cela est bien loin de la catastrophe que nous dépeint le gouvernement Couillard. En fait, si les libéraux prédisent le naufrage du réseau des CPE, c'est sim-